

# Non bis repetita : pour de vraies élections européennes

par Camille Lépinay, Jeune européenne

13.04.09

Il nous aura, paraît-il, fallu attendre la remarque d'Obama sur la Turquie pour lancer le débat pour les élections européennes. A moins que la controverse Rama Yade/Rachida Dati sur leur participation à la liste UMP d'Ile de France n'ait déjà donné le ton. Une petite plongée dans les archives de la presse de 2004 donne un curieux goût de déjà vu : la Turquie sujet n°1 en avril 2004 fut une préoccupation secondaire au moment du vote, les partis peinaient déjà à constituer des listes, les journaux parlaient de sanction pour le gouvernement, du désintérêt des électeurs ... Alors bis repetita ? Risque-t-on de se retrouver le 7 juin avec la même impression qu'il y a quatre ans d'une campagne terne ? Tirons plutôt les leçons de 2004.

Deux ingrédients semblent essentiels pour une vraie campagne européenne: à la fois montrer aux électeurs l'utilité de leur vote et débattre de l'orientation souhaitée pour l'Europe. Partageons les tâches. D'un côté, à la société civile, au médias et au gouvernement français de montrer l'utilité du vote. De l'autre, aux partis de véritablement débattre de leur projet européen.

## Une nécessaire pédagogie

Une grande absente de la campagne européenne en 2004 fut la pédagogie sur le fonctionnement de l'Union européenne (UE). Que peuvent faire ces députés européens ? En quoi leur action peut avoir un impact sur notre vie de tous les jours ? On objectera que "l'Europe c'est compliqué", "ça n'intéresse pas". Pour être intervenue dans des collèges et lycées dans le cadre du programme "Europe à l'école" des Jeunes Européens, je peux témoigner qu'il est possible d'expliquer l'Europe simplement à des adolescents qui me surprennent souvent par leur réactivité. Au contraire, à force de dire que "l'Europe c'est compliqué", on risque d'ancrer l'idée que "rien ne sert d'essayer de la comprendre". Or, lors de la campagne référendaire de 2005, beaucoup de gens ont fait l'effort de se renseigner. Ainsi, l'Europe n'est pas compliquée, elle est complexe, elle exige un minimum d'explications.

En particulier, la question des compétences est souvent oubliée. Car l'UE ne peut pas tout faire. Ses compétences sont attribuées par les Etats. Par exemple, en matière sociale, enjeu central en 2004 et sans doute encore en 2009, l'UE ne peut que prendre des "mesures d'appui" aux politiques des Etats membres, le terme parle de lui-même. Au lieu d'accuser l'Europe de n'être pas assez sociale, c'est à nos gouvernements qu'il faut demander "pourquoi ne voulez-vous pas que l'UE intervienne plus en matière sociale ?". D'autant que nos gouvernements sont aussi représentés à Bruxelles.

Certes, un effort sur la forme est effectivement nécessaire, mais ce contenu permettrait de fixer un cadre serein afin d'éviter des prises de position démagogiques qui ne feraient qu'exploiter des peurs sociales ou nationales. Et les médias ont un rôle clef à jouer. Or, en 2004, les derniers articles de presse avant les élections étaient consacrés au désintérêt des français. Or, à trop en parler n'a-t-on pas réussi à convaincre les français de ne pas s'y intéresser? Seulement 42,76% allèrent voter.

## Un débat politique européen

Cependant, ce cadrage ne sera pas suffisant. La mobilisation des partis politiques pour un vrai débat sur leur projet pour l'UE est indispensable. Au lieu de solutions françaises à des questions européennes, nous avons besoin de réponses européennes crédibles aux préoccupations des Français. Comment les citoyens peuvent-ils se prononcer sur les enjeux européens si les partis ne leur proposent que des programmes nationaux? Ne jouons pas non plus les élections régionales en avance, malgré la configuration du scrutin. Or, cette offre politique européenne existe : en 2009 les grands partis européens ont rédigé des manifestes, et lancent de véritables campagnes. D'ailleurs, en 2004, les partis ayant fait le choix d'un discours européen, comme l'UDF, ont fait un bon score.

Mais un véritable débat européen ne peut se limiter à l'échelle nationale. C'est tout l'intérêt d'élections européennes : permettre aux citoyens européens de discuter en même temps des sujets européens. Les médias devraient aussi rendre compte des débats chez nos voisins européens. Certes, nous n'élirons que les députés français; mais en tant qu'électrice, l'avis d'un portugais socialiste ou d'un libéral danois avec qui ils vont travailler m'intéresse. D'ailleurs, les candidats ne devraient-ils pas indiquer dans quels groupes politiques ils comptent siéger au Parlement européen? Car ces groupes jouent un rôle considérable. Les partis politiques ont donc aussi un travail d'information à assurer sur l'action qu'ils ont pu et qu'ils comptent mener au Parlement.

Le contexte est favorable en 2009 à un vrai débat européen. La crise a montré le besoin de coordination et la Présidence française la possibilité de faire preuve de volontarisme. C'est le moment où jamais de discuter sereinement de la direction que nous souhaitons donner à l'Europe.

© Le Monde.fr |

[http://www.lemonde.fr/idees/chronique/2009/04/14/non-bis-repetita-pour-de-vraie-elections-europeennes\\_1180255\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/chronique/2009/04/14/non-bis-repetita-pour-de-vraie-elections-europeennes_1180255_3232.html)